



Programme triennal VSF-Belgique / DGD

Rapport annuel d'activités (Janvier - Décembre 2012)

Avril 2013

Vétérinaires Sans Frontières Belgique
Avenue Paul Deschanellaan 36-38 Bruxelles 1030 Brussel-Tél. : +32(0)2 539 09 89 - Fax : +32(0)2 539 34 90
<http://www.veterinaressansfrontieres.be/> <http://www.dierenartsenzondergrenzen.be>

1.	Contexte de l'intervention.....	5
1.1	Localisation de l'intervention.....	5
1.2	Contexte local en relation avec l'intervention.....	5
1.3	Analyse et actualisation des risques.....	5
1.4	Historique de l'intervention.....	7
1.5	Bénéficiaires.....	7
1.6	Partenariat.....	8
2.	Cadre de l'intervention.....	9
2.1	Objectif global - Impacts.....	9
2.2	Objectif spécifique - Effets.....	9
2.3	Résultats intermédiaires - Produits.....	9
3.	Approche de mise en œuvre.....	9
3.1	Stratégie de mise en œuvre.....	9
3.2	Stratégie de durabilité.....	10
3.3	Méthode de suivi et évaluation.....	12
4.	Relations avec les différents acteurs du développement.....	13
4.1	Relations avec les autorités nationales et locales.....	13
4.2	Relations avec les structures partenaires + complémentarités / synergie.....	13
5.	Adéquation des ressources.....	14
5.1	Adéquation des ressources humaines.....	14
5.2	Adéquation des ressources matérielles.....	15
5.3	Adéquation des ressources financières.....	15
6.	Efficacité de l'intervention.....	15
6.1	Contribution à l'objectif global - Impacts.....	16
6.2	Atteinte de l'objectif spécifique - Effets.....	16
6.3	Atteinte des résultats - Produits.....	16
6.4	Bilan des formations.....	27
6.5	Thèmes transversaux.....	27
6.6	Suivi des recommandations inachevées (internes et externes).....	27
6.7	Effets induits.....	28
7.	Dépenses par rubriques.....	28
7.1	Exécution du budget.....	28
7.2	Commentaires.....	28
8.	Perspectives opérationnelles.....	29
8.1	Relecture du cadre logique.....	29
8.2	Planification opérationnelle.....	30
8.3	Budget annuel (+ report budgétaire).....	30
9.	Leçons apprises.....	31

Liste des abréviations

A	Année
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APELDA	Appui à l'Élevage dans la région de Dosso et le département d'Aderbissinat
APLFLSA	Appui aux Partenaires Locaux à travers la Filière Lait et Santé Animale
AT	Assistant Technique
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (France)
BIAB	Banques d'Intrants et d'Aliments Bétail
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Banque of Africa
BREN	Bureau Régional de Niamey
CAP	Consolidated Appeal Process
CL	Cadre Logique
CTB	Coopération Technique Belge
CVPP	Cabinet Vétérinaire Privé de Proximité
DGCD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DGD	Direction Générale du Développement
DNPIA	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
DTF	Document Technique et Financier
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FGI	Fonds de Garantie Individuel
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GF	Groupement Féminin
GP	Gestionnaire de Projet
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
ICD	Initiatives Conseils Développement
IMF	Institution de Microfinance
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
LRRD	Linking Relief Rehabilitation and Development
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OS	Objectif Spécifique
PAFEC	Projet d'Appui aux organisations Féminines par l'Élevage des espèces à Cycle court
PLP	Partenaire Local Principal
PO	Planification Opérationnelle
PPM	Programme de Prophylaxie Médicale
PRODELK	Projet de Développement de l'Élevage à Koulikoro et Kita
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAS	Rien A Signaler
RH	Ressources Humaines
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
ST	Service Technique
STD	Service Technique Déconcentré
UAPIA	Unités d'Appui aux Productions et Industries Animales
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

Projet : Projet de Développement de l'Élevage à Koulikoro et Kita PRODEL K II	Phase : II
Thème central : Productions animales et valorisation des productions	
Période couverte : Janvier – Décembre Année : 2012	
Auteur du rapport : Yacouba SANGARE - Gestionnaire de projet	

I. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

I.1 Localisation de l'intervention

- Pays : Mali
- Zone d'intervention : Région de Koulikoro et Commune de Sébékoro (cercle de Kita, région de Kayes)
- Milieu : rural
- Localisation du siège de la prestation : Bamako

Cf. OS3_A1_Carte_zone_intervention

I.2 Contexte local en relation avec l'intervention

La zone d'intervention compte plus de 2 418 000 habitants (résultats provisoires du recensement 2009). Plus de 58% de cette population vit dans la pauvreté et plus de 18% dans l'extrême pauvreté.

Les principales causes de la pauvreté des agro-éleveurs sont entre autres : une faible couverture zoonositaire déterminant de fortes morbidité et mortalité, une faible productivité et un faible taux d'exploitation du cheptel local.

Les effectifs du cheptel se composent de 929 000 bovins, 756 000 caprins, 568 000 ovins et 3 400 000 volailles (source : cellule de planification et de statistique du MAEP 2003). Cependant, malgré cette importance numérique, la productivité du secteur de l'élevage de la zone d'intervention demeure faible. Cette faible productivité est due à de nombreux problèmes récurrents auxquels les agro-éleveurs n'ont pas toujours les réponses appropriées. Il s'agit entre autres de la difficulté d'accès à un service et à des soins de santé animale de proximité et de qualité, la faiblesse des organisations de base, le faible taux d'exploitation du cheptel et les difficultés d'écoulement des productions animales. Malgré les multiples contraintes, un certain nombre d'éléments permettent d'envisager favorablement l'amélioration du sous-secteur élevage de la zone d'intervention. Les activités du programme s'inscrivent dans la recherche de réponses appropriées permettant d'optimiser le potentiel que représente l'élevage, en particulier pour les ménages vulnérables.

Malgré que l'année 2012 soit marquée par une instabilité armée au Nord du pays et des troubles institutionnels dans la capitale, le projet n'a pas été réellement perturbé contrairement à d'autres interventions. Globalement, la région de Koulikoro et en particulier la zone du PRODELK s'en sort relativement indemne mise à part quelques journées de travail qui ont dû être réaménagées.

I.3 Analyse et actualisation des risques

1.3.1 Bilan des risques survenus

Sur les risques initiaux du DTF et identifiés en 2011, deux se sont effectivement produits en 2012. Le tableau qui suit rend compte du degré de gravité de ces risques et de leurs conséquences. Les mesures prises ou à prendre sont également décrites.

Risques Survenus	Gravité*	Commentaires (conséquences observées, mesures prises et à prendre)
Les aliments bétail ne sont pas disponibles à des coûts raisonnables	3	<p>Augmentation moyenne de 48% du prix de la tonne d'aliment bétail (tourteau et sons) par rapport à la campagne de la saison sèche 2011 consécutivement à la baisse de la production nationale liée à la sécheresse 2011 et ses effets sur le marché en 2012. Cette hausse n'est pas tenable pour les petits producteurs et la filière laitière.</p> <p>En réponse, une opération test aliments pour bétail a été élaborée et mise en œuvre par le projet. Pour maintenir les prix à un niveau supportable pour le petit éleveur, le projet a préfinancé un stock de sécurité, le transport et les coûts d'approches de 228 tonnes de tourteau de coton correspondant aux besoins des éleveurs des coopératives pendant les 3 derniers mois de la saison sèche 2012. La subvention d'un montant de 3.925.000 FCFA a permis aux éleveurs d'économiser 6.840000 de FCFA. L'opération a consisté à évaluer les besoins des BIAB appuyés par le projet de façon participative sur la base de la consommation moyenne des années précédentes. La période du 1^{er} mai au 15 juillet a été ciblée. Les BIAB situées dans la bande sahélienne de la zone d'intervention ont été privilégiées (les plus éloignées des zones de productions). Il s'agit des BIAB de Sébékoro 1 et Didiéni dans le cercle de Kolokani, Boron et Toubacoro dans le cercle de Banamba et Sirakorola dans le cercle de Koulikoro.</p> <p>Une note de capitalisation a été produite sur le déroulement de l'opération urgence aliments bétail.</p> <p>Les résultats sont assez appréciables et démontrent l'importance de prévoir des fonds de roulement plus importants pour pré stocker de grands volumes en début de campagne et moins subir la spéculation des commerçants. Ce test permettra certainement de travailler dans une prochaine phase sur une solution structurelle plus durable (pré financement par les IMF, commandes groupées, structures faitières et de contrôle des membres...).</p>
Incapacité des IMF à octroyer les crédits aux Groupements féminins et aux Cabinets vétérinaires privés	4	<p>La tentative de réorientation des 3 nouveaux GF de Banamba vers la Banque Of Africa Mali a échoué. Les conditions d'octroi et de remboursement des prêts proposés se sont avérées inadaptées aux besoins et réalités des activités élevage des GF. Le projet a donc du anticiper le remboursement des prêts octroyés aux trois nouveaux GF de Banamba. Les 3 GF ont remboursé au projet les prêts au bout de 12 mois (un cycle). Les prêts ont été aussitôt renouvelés suite à la demande des 3 GF avec des fonds avancés par le projet. Les intérêts générés par les avances (prêts) au taux des IMF seront reversés aux GF après le remboursement.</p> <p>En raison de l'impossibilité d'avoir les prêts avec l'IMF Jigiyaso Ba malgré le remboursement à échéance des prêts antérieurs, trois anciens CVPP ont bénéficié du préfinancement de leurs crédits campagne par le projet. Les trois CVPP (Koulikoro, Souban et Tienfala) ont intégralement remboursé les fonds avancés par le projet.</p> <p>Les CVPP dont les FGI sont domiciliés au niveau de l'IMF Jigiyaso Ba ont été informés du risque de cessation d'activités et ont été invités à procéder progressivement au retrait de leurs fonds.</p> <p>En réponse à ces difficultés, le projet a négocié et signé avec la BNDA, un protocole de financement élargi aux GF et aux CVPP sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet. C'est ainsi que tous les CVPP appuyés en 2012 ont été financés par la BNDA. Le problème demeure l'éloignement des agences BNDA pour quelques CVPP et GF des cercles de Banamba, Koulikoro et Kolokani.</p> <p>La situation des IMF au Mali semble très préoccupante, environ 80% d'entre elles seraient en faillite ou en difficulté majeure. La problématique des IMF demeure posée. L'équipe réfléchit et recherche toujours des options durables de sécurisation de l'accès des GF et des CVPP aux crédits.</p>

**(4) : très élevé ; (3) : élevé ; (2) : moyen ; (1) : faible, sur base du précédent bilan (DTF ou précédent rapport).*

1.3.2 Risques nouveaux

Risques nouveaux	Probabilité*	Gravité*	Commentaires (mesures prises et à prendre)
Indisponibilité des partenaires locaux mobilisés pour les échéances électorales de 2013 (présidentielles et législatives)	3	2	Avec la période transitoire au niveau institutionnel de l'Etat, les prochaines élections soulèvent d'énormes enjeux et sont très convoitées. Elles vont provoquer beaucoup d'effervescence au niveau local. Pour anticiper les conséquences, le projet a déjà fortement impliqué les secrétaires généraux des Mairies dans le suivi et l'animation des activités. Il est prévu d'exécuter le maximum des activités qui nécessitent la mobilisation des élus et de l'administration au cours du premier semestre.

**(4) : très élevé ; (3) : élevé ; (2) : moyen ; (1) : faible sur base du précédent bilan (DTF ou précédent rapport).*

1.4 Historique de l'intervention

L'initiative du projet de développement de l'élevage à Koulikoro-Kita-Koumantou « PRODEL K » est venue en 2006 et 2007 des agro-éleveurs à travers des contacts avec ICD, VSF-B ou leurs partenaires (laiterie de Koumantou, MEP). ICD a été retenu comme partenaire local principal de VSF-B pour la mise en œuvre de la première phase du programme début 2008. Ce choix découle des complémentarités et des compétences constatées, entre 2003 et 2007, lors de l'exécution du projet d'appui aux partenaires locaux, à la filière lait et santé animale (APLFLSA, projet quinquennal financé par la DGCD).

Suite aux résultats atteints et aux effets observés à la fin de la première phase du programme en décembre 2010, il a été décidé de consolider et d'étendre les activités au cours d'une deuxième phase qui a débuté en janvier 2011 et devra se terminer en décembre 2013.

Après une phase de redémarrage début 2011, le projet a poursuivi la consolidation des acquis de la première phase et a initié de nouveaux investissements. La mise en œuvre des activités s'est poursuivie tout au long de l'année 2012 et ce, malgré l'instabilité politique et les contraintes sécuritaires imposées par la situation qui prévaut au Mali.

1.5 Bénéficiaires

Type	Nombre Prévu	Nombre actuel (cumulé)	Commentaires
B. directs	122 280	209 430	Agro-éleveurs : Il s'agit des ménages bénéficiaires des services des CVPP, des BIAB, des mini laiteries et des appuis AGR et noyaux d'élevage des vulnérables. Le nombre de bénéficiaires touchés a fortement évolué en 2012 avec l'extension des activités, le développement des CVPP et la mise de nouveaux GF.
	4 875	7 410	Concerne les membres et leur famille des 30 Groupements Féminins menant des activités AGR élevage.
	870	591	Il s'agit des 101 ménages vulnérables dotés en noyau d'élevage caprin à raison de 3 têtes par ménage + aliments de complémentarité des chèvres et fonds AGR pour préserver le noyau reproductif : 50 dotés par la phase 1 et 51 par la phase 2 de 2011 à 2012. Le suivi a montré que la taille de ces ménages est plus petite (5,8 personnes/ménage) que la moyenne habituelle (6,5 personnes/ménage)
B. intermédiaires	20	38	Promoteurs et employés des Cabinets vétérinaires privés installés dont 2 employés temporaires. Ce nombre a bien évolué depuis 2011 avec la prise en compte des nouveaux CVPP mais aussi du

Type	Nombre Prévu	Nombre actuel (cumulé)	Commentaires
			fait que ces structures se renforcent de plus en plus en techniciens pour mieux couvrir leur zone d'intervention.
	25	13	Promoteurs et employés des Mini laiteries
	100	90	Agro-éleveurs membres des comités de gestion des BIAB qui a bien évolué avec les nouvelles mises en place.
	20	40	Agents des Services vétérinaires étatiques déconcentrés. Leur nombre a fortement évolué au niveau communal suite aux réaffectations des agents du Nord.
	10	21	Agents des Services des productions et industries animales étatiques déconcentrés.
	3	4	Institutions de Micro Finance.
	15 000	10 859	Clients des mini laiteries.
B. indirects	10 000	32 626	Clients urbains des Cabinets Vétérinaires Privés de Proximité. Le dépassement s'explique par l'augmentation du nombre des CVPP et par l'élargissement de la zone géographique d'intervention des CVPP.
B. finaux	122 280	220 401	Courant 2012, tout le groupe cible a été atteint. Cependant les difficultés persistent dans l'atteinte des cibles espérées sur le résultat 3 (le lait). Le résultat 1 (CVPP) a largement dépassé les attentes.

NB : La taille moyenne du ménage utilisée pour les calculs est (6,5).

1.6 Partenariat

1.6.1 Partenaire local principal (PLP)

Dénomination	Initiatives – Conseil – Développement
Statut juridique	ONG
Activité centrale	Accès au marché, soutien à l'entrepreneuriat rural, animation de concertations, aménagement et gestion des ressources pastorales, accès au service de la production.
Présentation succincte	ICD est une ONG créée en 2001 par un groupe de cadres maliens issus de divers horizons relatifs au développement rural. ICD a grandi rapidement et désormais l'ONG a plus de 40 salariés répartis sur les projets menés de concert avec 5 partenaires techniques et financiers majeurs dont VSF-B.
Date du premier contact avec VSF-B	2002 à Lyon lors d'un séminaire animé par AVSF
Adresse postale	BPE 1992 Bamako
Coordonnées	Tel : 00223 20 23 12 52 / Fax : 00223 20 23 36 61/ E-mail : icd@orangemali.net
Nom du responsable	Dr TRAORE Fatoumata SAMAKE, Directrice exécutive
Méthode comptable	Double analytique

1.6.2 Rôles et responsabilités

- **PLP** : Le partenaire local ICD est responsable de la mise en œuvre du projet. Il est chargé de concevoir et de mettre en œuvre les activités sur le terrain, d'élaborer et de gérer le budget selon les procédures établies (ICD, VSF-B et DGD). L'ONG ICD est responsable de la production des rapports suivant les normes VSF-B (approche GAR).
- **VSF-B** : Le partenaire du Nord participe à la coordination et supervise la mise en œuvre des activités du projet par ICD. A travers l'affectation d'un assistant technique représentant de VSF-B au Mali, ce dernier appuie le staff d'ICD dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités. Il apporte également un appui à ICD en particulier en matière institutionnelle et organisationnelle.

2. CADRE DE L'INTERVENTION

2.1 Objectif global – Impacts

Améliorer durablement l'économie et la vie sociale des ménages agro-éleveurs par l'optimisation de l'élevage paysan.

2.2 Objectif spécifique – Effets

La rentabilité de l'élevage en milieu rural est augmentée durablement.

2.3 Résultats intermédiaires – Produits

- Résultat 1 : La santé animale du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention.
- Résultat 2 : La productivité du cheptel est améliorée.
- Résultat 3 : L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé.
- Résultat 4 : Les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage.
- Résultat 5 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions.

3. APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE

L'approche d'intervention de cette seconde phase du programme s'inscrit dans le cadre de la GAR (Gestion Axée sur les Résultats). Elle vise à la fois une consolidation des actions de la première phase afin d'en améliorer les effets et d'assurer leur pérennité ainsi qu'une extension des activités en termes de couverture géographique et de nombre de bénéficiaires. Cette approche prend en compte les problèmes décelés ainsi que les leçons apprises au cours de la première phase. C'est pourquoi quelques modifications ont été apportées aux stratégies thématiques de mise en œuvre des activités à l'issue de la première phase voire aussi de la première année de la deuxième phase.

3.1 Stratégie de mise en œuvre

Les 7 stratégies définies et validées au cours de la première phase du projet coexistent avec les 3 nouvellement mises en œuvre pour répondre aux exigences de l'approche GAR. Les stratégies sont adaptées aux types d'activités et de bénéficiaires. L'objectif étant bien de maximiser les effets et les impacts du projet auprès des groupes cibles avec les ressources mises à disposition. Les stratégies décrites ci-dessous sont les stratégies établies suite aux recommandations formulées lors de l'évaluation de la phase 1. Elles s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre effective de l'approche GAR dans l'exécution des activités de la seconde phase du projet. Economie est faite de celles qui n'ont pas subies de modifications notoires par rapport à la première phase.

3.1.1 Choix des sites d'intervention

En application de l'approche GAR et des recommandations de l'évaluation de la première phase visant à éviter la dispersion des sites d'intervention, les activités sont de plus en plus concentrées sur les anciens sites d'intervention. Ainsi le choix des sites d'intervention a intégré divers critères dont le principal est l'existence d'anciennes actions mises en place par la première phase du programme.

D'autres critères sont appliqués selon le type d'activités. La proximité d'un CVPP et de l'animateur du projet a été prioritaire dans le choix des villages d'identification et d'appui aux GF et aux ménages vulnérables. La mise en place des nouveaux fonds BIAB a priorisé les sites où se trouvent une mini laiterie

ou un point de collecte et de vente traditionnelle du lait. De la même façon, la présence d'une BIAB a été déterminante pour le choix des nouveaux sites d'implantation des mini laïteries.

Le choix du site d'installation d'un CVPP est fait suite à l'expression du besoin dans le plan de développement de la collectivité territoriale. Cependant, dans le cadre de la cohérence et de la synergie d'action entre OS du programme DGD, deux CVPP plus particulièrement actifs dans les zones couvertes par le PAFEC ont été appuyés par le PRODEL K dans le but de renforcer le suivi sanitaire des volailles des femmes bénéficiaires.

3.1.2 Stratégies d'identification des promoteurs de CVPP, des GF et des vulnérables

En tirant les leçons des cas d'abandon de cabinets vétérinaires par leurs promoteurs, l'accent a été mis sur une plus grande implication des prétendants à l'exercice privé de la profession vétérinaire dans la formulation de leur projet de CVPP. Cet exercice est destiné à évaluer le degré d'engagement du postulant. Le vétérinaire est accompagné pour qu'il réalise lui-même l'étude sommaire de faisabilité du cabinet vétérinaire privé dans la localité de son choix. Le document d'étude sommaire de faisabilité est transmis au projet accompagné d'une demande d'appui technique, matériel et financier du postulant. Le document de faisabilité et la requête d'appui sont examinés par le staff du projet qui donne son avis motivé. Un suivi rapproché s'efforce d'évaluer la motivation du promoteur et son engagement réel sur le terrain (présence effective, absence limitée, bon taux de remboursement, bonne intégration locale...).

L'existence de documents officiels de création et la volonté d'ouvrir un compte dans une IMF ont prévalu dans le choix des nouveaux groupements féminins devant bénéficier de l'appui AGR élevage.

L'identification des ménages vulnérables a été participative au niveau communal et villageois à travers l'implication et la responsabilisation des élus communaux, des chefs de village et des leaders des organisations féminines du village. En plus des critères classiques de vulnérabilité, le nombre d'enfants à charge et en âge de scolarisation a été mis en avant dans le choix des ménages vulnérables.

3.1.3 Stratégies d'identification des thèmes et des besoins de formation des éleveurs

Suite au constat de non application des formations dispensées sur la production, le stockage et la gestion du foin au cours de la première phase du projet, il a été décidé de donner les formations sur ce thème à la demande des éleveurs. Pour autant, il est nécessaire d'apporter des formations de base aux éleveurs bénéficiaires sur les nouvelles zones d'intervention. Ces formations de base comportent la formation sur le ramassage et le stockage des résidus de récoltes, la conduite du troupeau et le rationnement du bétail en saison sèche. Dans ce cadre, les producteurs de lait et les clients des BIAB sont considérés comme prioritaires. Les femmes des groupements féminins bénéficiaires des prêts AGR élevage et les femmes vulnérables dotées en noyau de caprins sont également sensibilisées sur les trois thèmes zootechniques de base en lien avec les espèces animales qu'elles entretiennent.

3.2 Stratégie de durabilité

Elle doit permettre de répondre à deux questions principales à savoir :

- Les effets positifs du projet ont-ils des chances de perdurer dans l'après projet ?
- Les effets pourront-ils toucher d'autres couches de la population ?

La stratégie de durabilité mise en place par le PRODEL KII s'inspire des leçons apprises de la mise en œuvre de la première phase du programme (2008/2010). Elle privilégie la mobilisation, l'implication et la responsabilisation des acteurs locaux (bénéficiaires et partenaires).

Les ST et les vétérinaires privés des CVPP sont les partenaires mobilisés pour l'exécution des sensibilisations et formations des bénéficiaires directs. En intégrant ces acteurs dans le dispositif de durabilité des activités, le projet s'inscrit dans la dynamique du développement local et communal. La

mobilisation du secteur privé (CVPP, laiteries et IMF) permet de créer des offres de services au profit des éleveurs. L'offre de services pérennes, car basés sur le recouvrement des coûts, et complémentaires permet le maintien des activités et leur viabilité économique.

C'est pourquoi les banques d'intrants alimentaires pour bétail, la facilitation de l'accès au crédit, les mini laiteries et le CVPP constituent un tout cohérent dans la stratégie de durabilité mise en place par le PRODEL KII.

Les collectivités territoriales, les ST, les IMF, les CVPP et les OP qui sont des partenaires impliqués depuis l'identification des interventions participent à la mise en place et au suivi /accompagnement. Cette dynamique participative souvent novatrice pour ces partenaires contribue à l'appropriation locale de l'intervention.

Les structures techniques et les vétérinaires sont équipés et formés par le projet pour rendre les services aux bénéficiaires à travers les formations, les appuis conseils et les soins au cheptel. Cet appui aux ST et aux CVPP fait partie des mécanismes mis en place par le projet pour la durabilité des interventions chez les bénéficiaires. La mise en place des AGR élevage des groupements féminins et la distribution des noyaux de caprins aux ménages vulnérables prennent en compte l'existence d'un CVPP fonctionnel.

Le renforcement des capacités techniques des bénéficiaires pour une meilleure maîtrise de l'activité est gage d'une pratique durable. Dans le but de créer les liens pérennes pour la formation continue, les activités de formation/sensibilisation sont confiées aux services techniques et aux vétérinaires privés des localités concernées.

La durabilité socioéconomique est conditionnée par la valorisation sociale et la rentabilité économique de l'activité, sans lesquelles le bénéficiaire ne verra aucun intérêt à la poursuivre au-delà de la durée du projet. C'est pourquoi les services vétérinaires étatiques et les collectivités territoriales sont impliqués par le projet dans l'identification des sites d'installation des CVPP. Les élus des communes rurales participent au processus d'installation du vétérinaire privé à travers la signature du protocole de partenariat. La collectivité territoriale collabore et apporte des appuis au vétérinaire privé dans l'organisation des campagnes de vaccination de masse du cheptel. Le vétérinaire privé intégré socialement est plus à l'aise pour mener ses activités de prestataire de services vétérinaires. De même, le suivi et l'accompagnement des ménages vulnérables dans l'entretien des chèvres distribuées et la gestion du petit fonds AGR impliquent les leaders des GF et les notables des villages. Cette implication des populations du village garantit un accompagnement de proximité plus efficace et durable.

Enfin la mise en œuvre des stratégies transversales développées par VSF-B et relatives au Genre, à l'Environnement, à l'Economie Sociale et à la Vulnérabilité participent et convergent vers une pérennité et une durabilité des produits, des effets et des impacts du projet. Ainsi la question du Genre et en particulier de l'équité homme/femme dans l'amélioration des conditions de vie sont un souci permanent dans la mise en place des actions. De même, les interventions font l'objet d'une analyse préalable en termes d'impact environnemental. Par exemple, le processus de construction du complexe d'élevage a démarré par l'étude d'impact environnemental dès la proposition du site par les bénéficiaires. L'obtention du permis environnemental a conditionné la poursuite du processus de construction. Les femmes menant le petit élevage sont dotées en aliments concentrés par le projet et sensibilisées pour l'autoproduction d'aliments pour leurs animaux. La coupe ou le ramassage des fourrages aériens en brousse sont limités dans les pratiques conseillées. La fertilisation des sols est prise en charge à travers le conseil sur la collecte, le stockage et l'utilisation du fumier à partir des déjections des animaux.

Par la mise en place des fonds de roulement auprès des coopératives d'éleveurs pour la commercialisation des aliments du bétail à un prix inférieur à celui du marché local, le projet participe au développement d'une économie solidaire au sein de la communauté. Dans le même ordre, l'octroi de fonds de roulement aux cabinets vétérinaires pour la commercialisation des médicaments de qualité à un prix abordable, favorise l'accès d'une large couche de la communauté rurale aux services vétérinaires de base. Les prix préférentiels des médicaments permettent ainsi aux couches vulnérables d'avoir accès aux mêmes services

que les familles relativement aisées. Grâce à l'intermédiation et l'appui financier du projet, l'accès au crédit qui était difficile voire impossible, est devenu une réalité pour de nombreuses femmes membres de GF.

Enfin, outre les services mis en place et destinés aux petits et moyens éleveurs, le projet consacre une partie de ses activités à s'assurer que les plus vulnérables puissent aussi bénéficier d'une amélioration de leurs moyens d'existence à travers des interventions ciblées liées au petit élevage (distribution de petits ruminants et intrants d'élevage, aide à l'accès aux services mis en place).

3.3 Méthode de suivi et évaluation

Dans le cadre de la mise en place du dispositif interne de suivi et évaluation des outils ont été élaborés et mis en œuvre au mois d'avril 2011 avec l'appui du BREN. Ce sont : le cadre opérationnel, la planification opérationnelle annuelle, les matrices de suivi des IOV, le suivi des risques et des recommandations et la définition des enjeux de l'année en cours. Le dispositif de suivi et évaluation du projet est composé de deux niveaux :

3.3.1 Suivi interne

Il concerne le suivi-évaluation effectué en permanence par l'unité de gestion du projet.

Le choix des indicateurs : Suite à la formation de l'équipe ICD par le BREN, une réunion de relecture et d'analyse du cadre logique a été organisée par l'équipe. Les amendements apportés aux indicateurs ont été faits sur la base des documents proposés par le BREN sur la GAR au cours du second trimestre 2011. Sur cette base, l'unité de gestion a construit une matrice de suivi/évaluation qui reprend l'ensemble des indicateurs qui doivent être suivis (activités et sous activités, produits et effets). La matrice permet de suivre l'évolution des indicateurs mais aussi elle définit les méthodes et les outils de collecte ainsi que les responsables et les fréquences de collecte. L'amélioration du contenu de la matrice de suivi évaluation des indicateurs et des outils de suivi des risques et des recommandations s'est poursuivie au cours de l'année 2012. Les modifications faites par l'équipe de concert avec l'assistance de VSF-B, ont été validées. La méthode et les outils de mesure de quelques indicateurs ont été revus et partagés. Les outils de suivi des recommandations et des risques ont aussi été tenus.

Les procédures de suivi : Les données de base sont collectées par les animateurs auprès des bénéficiaires avec parfois l'appui des cadres. Les données sont centralisées et analysées par les cadres avec l'appui du GP et de l'AT VSF-B. La compilation des résultats et leur validation par ICD et VSF-B sont de la responsabilité du GP. Une fois validés, les résultats sont diffusés par le GP à ICD, VSF-B, aux cadres et aux animateurs. Les fiches de collecte de données, les cahiers de gestion des bénéficiaires, les fiches d'enquêtes ponctuelles sont les outils majeurs mobilisés dans ce processus. De plus en plus, les animateurs sont accompagnés et responsabilisés aussi dans le traitement des données. En concertation avec les promoteurs des cabinets vétérinaires privés, et dans le but de diversifier leurs offres de services, il a été convenu de les mobiliser au besoin, sous forme de prestations de service, pour effectuer la collecte de certaines données primaires. Ainsi, les enquêtes destinées au suivi zootechnique et économique des noyaux de caprins des ménages vulnérables et des opérations d'embouche des femmes des GF peuvent être réalisées par les vétérinaires privés. Dans le cadre du suivi de la gestion du complexe d'élevage, l'agent du service technique de l'UAPIA est mobilisé pour la collecte des données. Ainsi le dispositif mis en place laisse plus de temps aux cadres pour la conception, l'analyse et la capitalisation des résultats.

L'implication des acteurs : Elle a été consolidée au cours de l'année 2012. Les CVPP, les BIAB et les mini laiteries fournissent les données relatives à leurs activités (cahier de gestion et de collecte de lait, etc.). Les périodicités et les modes de collecte et de traitement des données et informations destinées à renseigner les IOV ont été définis dans la matrice de suivi et évaluation. Les données sont utilisées dans la production des rapports narratifs périodiques qui sont diffusés auprès des partenaires locaux et régionaux.

Les réunions mensuelles, les réunions thématiques, les missions de suivi sur le terrain sont l'occasion pour l'équipe projet (cadres et animateurs) d'échanger et de partager autour de la collecte et de l'analyse des

données de suivi du projet. En outre, les réunions mensuelles sont aussi les moments privilégiés pour alimenter la matrice de suivi en ce qui concerne les indicateurs d'activité et de sous-activité. Enfin c'est aussi lors de ces réunions que l'équipe planifie mensuellement et trimestriellement ses activités.

3.3.2 Suivi externe

ICD et VSF-B au Mali assurent un suivi externe à travers les réunions bilans périodiques avec le GP et les cadres. Des missions de suivi sont organisées trimestriellement ou semestriellement pour échanger avec les bénéficiaires et partenaires locaux du projet. Lorsque certaines activités le nécessitent, des missions de suivi sont organisées exceptionnellement par le PLP et le représentant de VSF-B au Mali. Dans tous les cas, les suivis sont accompagnés d'appui conseil et de recommandations de la part de VSF-B et du PLP. Les deux partenaires effectuent aussi un suivi du rapportage (temps et qualité) à travers la lecture et l'amendement des documents produits par les cadres du projet.

Le dispositif externe comprend également le monitoring annuel effectué par le BREN et l'évaluation externe à la fin de la phase du projet. Le monitoring de VSF-B suit les interventions sur plusieurs critères : la cohérence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité des interventions. Le monitoring se fait selon une approche très participative (forme d'auto-évaluation par le staff projet). Il débouche sur des recommandations pour les mesures correctives, les consolidations et renforcements à faire. Ce monitoring a été réalisé en février 2012. Les recommandations formulées ont été intégrées dans la mise en œuvre. L'évaluation finale de fin de projet n'interviendra qu'en fin d'année 2013.

4. RELATIONS AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Cf. OS3_A2_Relations_partenariales (institutionnelles et opérationnelles)

4.1 Relations avec les autorités nationales et locales

Généralement, les élus locaux sont impliqués dans l'identification et l'exécution des actions mais sont moins présents dans le suivi et la coordination. Cependant, en 2012, il y a eu une plus grande implication de ces élus et de l'administration à travers l'organisation et l'animation des cadres de concertations. Au cours de ces rencontres, les acteurs communaux et locaux ont fait un diagnostic de leur participation aux activités du projet. Aux termes des concertations, de nouvelles perspectives ont été identifiées à travers les engagements pris par chaque acteur.

Le partenariat avec l'administration a aussi été élargi à la supervision des activités et au pilotage des rencontres dans chacune des localités d'intervention. Le but est de mieux légitimer les interventions et leur conférer plus de visibilité.

Les relations avec les ST se sont consolidées en 2012 même si elles ont été perturbées par l'avènement du changement de régime de l'Etat et l'instabilité institutionnelle et sécuritaire qui ont suivi. Contrairement à 2011, en 2012, les directeurs nationaux et régionaux chargés du développement de l'élevage ont participé aux activités sur le terrain. L'implication des ST au niveau local et communal a été renforcée et consolidée à travers une plus grande responsabilisation des agents déconcentrés. Au niveau national et local, le projet a bénéficié d'appuis conséquents dans l'octroi de documents permettant l'installation de deux nouveaux CVPP.

4.2 Relations avec les structures partenaires + complémentarités / synergie

Dans l'ensemble, il n'y a pas eu beaucoup de synergies avec d'autres projets présents dans la zone. Les domaines d'intervention restent assez différents.

Quelques synergies ont toutefois eu lieu avec notamment Ceva Santé animale pour renforcer les capacités et la place des CVPP sur le terrain. La complémentarité avec l'autre OS du programme PAFEC s'intensifie sur le terrain en profitant mutuellement des expertises disponibles de part et d'autre. Un partenariat sur un centre de collecte de lait avec l'ONG ACORD est aussi en voie de finalisation. Le gros des relations extérieures porte sur l'accès aux crédits pour les bénéficiaires intermédiaires et directs du projet et cela ne se fait facilement et surtout dans une perspective durable. Comme énoncé dans les risques, cela reste un véritable obstacle, indépendant du projet, dans la mise en œuvre de l'intervention et sur lequel les moyens d'agir restent faibles.

5. ADÉQUATION DES RESSOURCES

5.1 Adéquation des ressources humaines

Résultats/Volets	Quantité*	Qualité*	Délais*	Commentaires
Résultat 1 : La santé animale du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention.	4	2,5	4	Le cadre responsable du résultat s'est consacré à temps plein à l'exécution des activités. Cependant, le staff n'est pas suffisamment à l'aise dans le suivi rapproché et l'appui/conseil aux CVPP. Certains problèmes sont tardivement détectés. Dès lors, il est difficile d'anticiper les problèmes de gestion ou de relations avec les éleveurs ou les partenaires. Un renforcement en gestion entrepreneuriale est nécessaire.
Résultat 2 : La productivité du cheptel est améliorée.	2,5	3	4	Globalement une amélioration de la qualité des appuis a été notée en 2012 même si des efforts restent encore à faire en matière de suivi et d'analyse des situations/constats observés. Le cadre n'est pas disponible à temps plein pour ce résultat. Les animateurs sont aussi assez chargés ce qui ne leur permet pas toujours de consacrer le temps qu'il faut pour l'appui conseil en direction notamment des BIAB et bénéficiaires directs.
Résultat 3 : L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé.	2	2,5	3	Les laiteries sont insuffisamment encadrées par manque de staff de proximité. L'appui à la commercialisation reste insuffisant (problème de méthode et de RH au sein des laiteries). La complexité de l'accompagnement et du suivi de l'évolution des mini laiteries constituent pour le staff projet, des facteurs limitant l'atteinte du nombre de laiterie (5) prévues par le DTF. Un renforcement en gestion entrepreneuriale est nécessaire.
Résultat 4 : Les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage.	3	3	2	Le cadre genre recruté au mois de décembre 2011 en partage avec le projet PAFEC a été affecté trois mois après sur le projet PAFEC. Le PRODELK a du recruter un cadre genre pour exécuter les activités (Mai 2012). La dynamique d'accompagnement des GF et des ménages vulnérables a subi les conséquences du changement de cadre en milieu d'année. Le suivi et l'appui conseil à l'endroit des GF et des ménages vulnérables seront renforcés en dernière année.
Résultat 5 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation	4	3,5	4	En raison de l'instabilité institutionnelle, certaines activités prévues en direction des partenaires locaux n'ont pas été menées normalement. Plusieurs appuis faits en lien direct avec ICD par le représentant VSF-B (mise en œuvre projet CTB Nara, LIAM, projet OSRO/ML/204 CHA Ségou

Résultats/Volets	Quantité*	Qualité*	Délais*	Commentaires
				avec FAO).

* : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle.

5.2 Adéquation des ressources matérielles

Résultats/Volets	Quantité*	Qualité*	Délais*	Commentaires
Résultat 1	4	4	4	Les ressources matérielles mises à la disposition de l'équipe ont été en adéquation avec les activités programmées en 2012. Cependant, la question de la dotation des CVPP en seringues plus adaptées n'est pas résolue.
Résultat 2 Résultat 3 Résultat 4 Résultat 5	4	4	4	Idem que résultat précédent pour la logistique.

* : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle

5.3 Adéquation des ressources financières

Résultats/Volets	Quantité*	Délais*	Commentaires
Résultat 1	2	4	La demande insistante des bénéficiaires pour compléter les infrastructures du complexe d'élevage n'a pu être satisfaite en 2012. La réalisation du parc de commercialisation des petits ruminants est envisagée dans une phase ultérieure une fois que les premiers résultats seront perceptibles au niveau local.
Résultat 2	2	4	Les demandes de construction des magasins sécurisés pour deux des BIAB performantes n'ont pu être satisfaites faute de fonds prévus à cet effet dans le budget du projet. Même l'enveloppe pour la GRN n'est pas suffisante pour réellement envisager des actions sur le sujet.
Résultat 3	3	3	L'amélioration des infrastructures de la laiterie du GF de Badinko n'a pas été achevée en raison de l'insuffisance des fonds prévus. Il est envisagé de les compléter en 2013 par la réalisation du mur de clôture du bâtiment et d'un hangar de réunion pour le personnel de la laiterie et les éleveurs livreurs de lait.
Résultat 4	4	4	Pas d'insuffisance budgétaire pour ce résultat.
Résultat 5	4	4	Les fonds prévus pour l'appui au fonctionnement des ST n'ont pu être mobilisés en raison de la crise institutionnelle mais surtout en raison du non-respect des termes du cahier des charges par quelques ST. Une partie de ces fonds a été utilisée pour organiser les 4 cadres de concertation au niveau local. Le budget initialement prévu par le DTF était insuffisant.

* : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle

6. EFFICACITÉ DE L'INTERVENTION

Au cours de la mise en œuvre, l'efficacité de l'intervention se mesure principalement à partir de 2 outils opérationnels. Premièrement, la planification opérationnelle qui détaille l'ensemble des actions prévues pour atteindre les résultats escomptés avec toute une série d'indicateurs de réalisation (d'activités et de sous activités). Deuxièmement, la matrice de suivi évaluation des indicateurs de résultats (produits, résultats, effets et impacts) qui permet de collecter, traiter, analyser les données du terrain. Ces 2 outils permettent d'apporter des éléments de réflexion à l'analyse critique et de réajuster l'intervention au besoin. Pour de plus amples détails, les annexes suivantes sont disponibles :

Cf. OS3_A3_Bilan_PO_2012

Cf. OS3_A4_Evolution_IOV

6.1 Contribution à l'objectif global – Impacts

Même si il est encore trop tôt pour réellement mesurer la contribution du PRODELK à l'atteinte de cet objectif, toutes les actions du projet concourent à apporter une plus grande sécurité alimentaire et une augmentation des revenus des bénéficiaires d'autant que ces derniers sont tous des agro éleveurs dépendant fortement de leur élevage. L'indicateur sera mesuré au cours du second semestre 2013.

6.2 Atteinte de l'objectif spécifique – Effets

Le PRODEL KII est évalué sur l'atteinte de deux indicateurs d'effets :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0	A1		A2		A3	
Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	prévu	réalisé
Indicateur 1 : % Femmes bénéficiaires ayant vu leurs revenus tirés de l'élevage augmenter	% de femmes	0%		67%			50%	
Indicateur 2 : % Producteurs de lait ayant vu le revenu du lait augmenter	% des producteurs de lait	0%					50%	

Même si ces 2 indicateurs ne seront réellement évalués qu'en fin de projet, des tendances issues de la collecte de proxy-indicateurs sont évaluées chaque année pour aider le projet dans ses choix stratégiques sur le terrain.

Les revenus des ménages bénéficiaires augmentent encore aux dires des femmes lors des cadres de concertation locaux. Déjà en 2011, leur revenu issu des AGR avait progressé. Même constat fait auprès des producteurs laitiers. Le taux de scolarité dans les ménages vulnérables a aussi progressé de 25% en 2011 à 32% en 2012. Ces tendances positives devront être confirmées et étayées davantage sur base d'une enquête terrain avant fin 2013.

6.3 Atteinte des résultats – Produits

L'année 2012 a été caractérisée par le fonctionnement de l'équipe au complet avec comme objectifs opérationnels la poursuite de l'exécution des activités nouvelles de la phase 2, démarrée au second semestre 2011, et la consolidation des résultats de la phase 1 selon l'approche GAR.

Résultat 1 : la santé animale du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention

Après les changements apportés au cours de l'année 2011, six indicateurs ont été reformulés et ajoutés pour mesurer l'atteinte de ce résultat :

Caractérisation de l'IOV	Evolution de l'IOV
--------------------------	--------------------

		A0	A1		A2		A3	
Libellé	Unité	Baseline	Prévu	réalisé	Prévu	Réalisé	prévu	réalisé
Indicateur 1 : Cabinets vétérinaires opérationnels et viables	Nbre	5	10	5	10	10	10	
Indicateur 2 : Augmentation du nombre moyen de vaccinations par CVPP	Doses vaccins administrées	19.700	21.670	30.378	23.640	63.609	25.610	
Indicateur 3 : Nombre de complexe d'élevage (parc, couloir, forage et rampe d'embarquement) construit	Nbre	0	1	0	1	1	1	
Indicateur 4 : Réduction du taux de mortalité des bovins	%	9	9		8,10	3	7,20	
Indicateur 5 : Réduction du taux de mortalité des petits ruminants	%	35	35		31	18	28	
Indicateur 6 : Taux d'assimilation des sensibilisations sur les PPM par les éleveurs (% des éleveurs)	%	0	0		50	92	80	

Indicateur 1 : Cabinets vétérinaires opérationnels et viables

L'objectif fixé pour l'année 2012 était d'avoir 10 CVPP opérationnels et viables. Au 31 décembre 2012, cet objectif a été atteint comme l'atteste le suivi des comptes de résultats de ces structures. Deux autres CVPP ont été appuyés au cours du second semestre (suite à des engagements pris en 2011 avec les acteurs locaux) et n'ont eu l'autorisation officielle d'exercer qu'à la mi-novembre 2012. Bien qu'ayant commencé à rendre des services aux éleveurs, ces deux nouveaux CVPP n'ont pas été comptabilisés parmi les CVPP opérationnels et viables. Le nombre total de CVPP appuyés et accompagnés en 2012 est de 12.

Tableau I : Compte d'exploitation des cabinets vétérinaires suivis et accompagnés en 2012 (en FCFA).

CVPP	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Banamba	9 573 670	11 320 945	1 747 275
Badinko	11 692 060	13 776 520	2 084 460
Kolokani	12 716 135	14 584 460	1 868 325
Massantola	2 742 958	4 106 595	1 363 637
Nossombougou	7 595 920	8 127 260	531 340
Sirakorola	5 583 670	7 373 395	1 789 725
Kangaba	5 547 400	7 850 130	2 302 730
Kati	2 546 305	2 883 515	337 210
Neguela	9 496 660	10 823 775	1 327 115
Dioïla	11 752 798	12 948 556	1 195 758

Source : cahier de gestion comptable des CVPP

Les résultats sont positifs dans les 10 CVPP suivis et accompagnés en 2012.

La contribution relative des types d'activités à la constitution des recettes des cabinets vétérinaires a été analysée. Il s'agit des vaccinations du cheptel, de la vente des produits vétérinaires, des frais des traitements et d'autres entrées d'argent. Cette analyse donne une idée de la viabilité de chacun des 10 CVPP suivis.

Tableau 2 : Analyse de la viabilité des 10 CVPP opérationnels à travers la contribution des activités aux recettes en pourcentage

CVPP	Total des Recettes	Vente de médicaments %	Actes médicaux %	Mandat sanitaire Vaccinations %	Autres recettes %
Banamba	11 320 945	52	2	43	3
Badinko	13 776 520	15	2	77	6
Kolokani	14 584 460	29	5	60	6
Massantola	4 106 595	19	3	69	8
Nossombougou	8 127 260	17	23	54	6
Sirakorola	7 373 395	36	2	53	8
Kangaba	7 850 130	10	7	74	9
Kati	2 883 515	43	8	30	20
Neguèla	10 823 775	33	20	41	6
Dioïla	12 948 556	48	1	44	7

L'analyse de la structure des recettes des CVPP a permis de les classer en 3 catégories :

- Les CVPP dont les recettes proviennent principalement de la vaccination du cheptel. Ils pourraient être en difficulté s'il y a un problème par rapport à la disponibilité des vaccins ou en cas de transhumance massive.
- Les CVPP dont les recettes proviennent plus de la vente des produits vétérinaires. Ces CVPP ont une marge de progression sur les vaccinations ce qui pourrait encore améliorer leur rentabilité.
- Les CVPP dont les recettes sont diversifiées et relativement bien réparties entre la vente des médicaments, les frais des traitements et les vaccinations. Ces CVPP sont structurellement plus équilibrés et peuvent mieux faire face aux risques divers.

Indicateur 2 : Augmentation du nombre moyen de vaccinations par CVPP

L'indicateur a encore été largement dépassé en 2012. A la fin de l'année 2012, les cahiers de suivi de prestations des CVPP ont donné un effectif cumulé moyen par CVPP de 63 609 têtes de bétail et volailles vaccinées, soit un taux d'atteinte de 269%. Malgré tout, certains sont en deçà de cette moyenne.

Le doublement du taux d'atteinte de l'indicateur s'explique par l'adhésion des éleveurs suite aux sensibilisations faites, par l'élargissement des zones d'intervention des CVPP et la mise en place d'une stratégie d'ouverture de cabinets secondaires dans les grands villages éloignés du site du CVPP gérés par des techniciens adjoints du promoteur. Contrairement à 2011, il n'y a pas eu de ruptures de stocks de vaccins sur le plan national. Les éleveurs se mobilisent de plus en plus pour faire vacciner le bétail suite aux nombreuses sensibilisations faites par le projet à travers les CVPP et les STD sur les programmes de prophylaxie médicale. Les efforts vont se poursuivre en 2013 pour favoriser leur pérennisation sur le terrain.

Indicateur 3 : nombre de complexe d'élevage opérationnel

Processus initié en 2011, le complexe a été achevé et rendu opérationnel depuis le 24 mai 2012. Il est géré par une coopérative d'éleveurs en délégation de gestion accordée par la commune rurale de la localité. Une convention de gestion déléguée lie les deux acteurs. L'administration parraine la mise en œuvre de la convention. La coopérative est accompagnée par le projet pour assurer une gestion transparente et durable du complexe. Un comité de gestion a été mis en place et formé. Avec l'appui du projet, un manuel de procédures de gestion a été élaboré par la coopérative et mis en œuvre par le comité de gestion. Les

tableaux 3 et 4 rendent compte de l'exploitation du complexe d'élevage par les bénéficiaires et partenaires locaux.

Tableau 3 : Fréquentation et transactions commerciales effectuées dans le complexe d'élevage du 24 mai au 31 décembre 2012.

Catégories Bovins	Effectif présenté	Effectif vendu	Prix unitaire mini de vente en FCFA	Prix unitaire maxi de vente en FCFA	Prix unitaire moyen de vente en FCFA	Montant moyen des opérations de vente en FCFA	Taux de vente par catégorie (%)
Bœuf	4 174	2 484	234 610	283 140	258 875	643 045 500	59
Taureau	2 792	1 664	258 520	313 880	286 200	476 236 800	60
Vache	8 123	4 300	96 695	138 825	117 760	506 368 000	53
Taurillon/ Bouvillon	10 125	6 140	114 790	148 655	131 725	808 791 500	61
Génisse	1 410	719	91 815	136 095	113 955	81 933 645	51
Total	26 624	15 307	/	/	/	2 516 375 445	57

Source : données suivies hebdomadaires du complexe d'élevage effectué par l'agent du ST de l'élevage.

Au plan de l'affluence, comparé aux marchés à bétail de Fatoma (le plus important de la région de Mopti) et de Nièna (le plus important de la région de Sikasso), en seulement six mois après la mise en service, celui de Didiéni entre dans le cercle des marchés à bétail parmi les plus importants du Mali. Les données de commercialisation sur les deux marchés cités ci-dessous confirment cette tendance.

Tableau 4 : Effectif de bétail présenté et vendu annuellement aux marchés à bétail de Fatoma et Nièna (Mali).

Marché à bétail	Effectif bétail présenté/an	Effectif bétail vendu/an
Fatoma (Nord Delta, Mopti)	23 924	18 776
Nièna (zone cotonnière, Sikasso)	6 809	6 403

Sources : Rapport SNV, 2010 et DNPLA –Mali

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de gestion déléguée, les recettes issues de l'exploitation du complexe profitent à la coopérative des éleveurs et à la commune.

Tableau 5 : Recettes issues de l'exploitation du complexe et leurs répartitions entre les deux acteurs

Type de taxation	Nombre	Taxe unitaire en FCFA	Recettes générées	Part Coopérative	Part Commune
Animal	8 647	100	864 700	778 230	86 470
Chargement de camion	34	6 000	204 000	170 000	34 000
Utilisation couloir de vaccination	836	10	8 360	8360	0
Total			1 077 060	956 590	120 470

Sources : cahier de gestion et carnet de tickets du comité de gestion

Pour le moment, toutes les taxes ne sont pas encore récupérées. Les principales raisons évoquées sont :

- La réticence de certains commerçants à payer la taxe par animal pour la totalité des animaux achetés ;
- Le laxisme du contrôle du nombre des animaux à la sortie du parc (confrontation nombre de tickets et nombre d'animaux fait ressortir des écarts qui découlent des fausses déclarations pour payer moins) ;
- La période d'adaptation nécessaire (pratique est novatrice pour l'ensemble des acteurs qui évoluaient auparavant en plein air sans payement d'aucune taxe).

La coopérative des éleveurs a pris l'engagement d'améliorer le recouvrement courant 2013.

Indicateur 4 : Réduction du taux de mortalité des bovins due aux maladies

La mesure de l'évolution de cet indicateur au mois de décembre 2012 fait apparaître un taux de mortalité de seulement 3% chez les bovins (prévision de 8,1%) dans les élevages des membres des coopératives BIAB ou producteurs de lait, suivis par les CVPP. Ce taux dépasse largement la prévision et corrobore le taux de satisfaction des éleveurs vis-à-vis des prestations des CVPP qui est passé de 90% en 2011 à 98% en 2012. Certes, ce taux de mortalité n'est pas forcément représentatif de l'ensemble des élevages bovins de la zone bénéficiaire du projet mais représente une situation idéale à atteindre et démontre la pertinence des services de proximité en élevage (soins vétérinaires et aliments bétail).

Indicateur 5 : Réduction du taux de mortalité des petits ruminants due aux maladies

Les enquêtes de décembre 2012 ont fait ressortir un taux de mortalité de 18% nettement inférieur à la prévision de 31%. Les efforts des CVPP et la sensibilisation des éleveurs (les femmes en particulier à travers les GF et les ménages vulnérables) y ont contribué.

Indicateur 6 : Taux d'assimilation des sensibilisations sur les programmes de prophylaxie médicale par les éleveurs

Les enquêtes effectuées auprès de 76 agro-éleveurs dont 13 femmes, bénéficiaires des services des CVPP opérationnels, révèlent que 92% des éleveurs sensibilisés sur les PPM ont assimilé au moins un des trois thèmes de sensibilisation (sur une prévision de 50%).

Le taux d'assimilation relatif aux thèmes sur les PPM des petits ruminants (saison des pluies et saison froide) est de 95%. Il est à noter que ces deux thèmes ont été animés deux fois dans les zones couvertes par les CVPP opérationnels.

Par contre, le taux d'assimilation est à 66% pour la PPM de la volaille. C'est la première fois que ce thème est animé au profit des bénéficiaires avec l'appui du laboratoire Ceva santé animale. Un recyclage sur ce thème est d'ailleurs prévu en 2013.

L'augmentation du nombre moyen de doses de vaccins administrés par CVPP en 2012 atteste qu'une bonne partie des éleveurs ont compris les messages véhiculés à travers les sensibilisations.

Résultat 2 : La productivité du cheptel est améliorée

L'objectif de ce résultat est d'augmenter les productions du cheptel par l'adoption de pratiques rationnelles d'élevage, à la fois efficaces et plus respectueuses de l'environnement.

Pour mesurer l'atteinte du résultat, 5 indicateurs sont suivis suite aux réajustements du cadre logique en 2011 :

Caractérisation de l'IOV	Evolution de l'IOV
--------------------------	--------------------

Libellé	Unité	A0	A1		A2		A3	
		baseline	prévu	réalisé	Prévu	réalisé	prévu	réalisé
Indicateur 1 : Nombre d'éleveurs ayant assimilé au moins un thème de sensibilisation sur les trois thèmes zootechniques de base (au moins 1 thème)	Nbre éleveurs restituant	0	450	466	900	2228	1400	
	Nbre éleveurs pratiquant	0	20	0	45	233	70	
Indicateur 2 : Nombre de BIAB opérationnelles	Nbre	7	10	8	10	9	10	
Indicateur 3 : Nombre de tonnes d'aliment bétail vendu par campagne	Tonne	240	300	419	340	519	400	
Indicateur 4 : Nombre de personnes sensibilisées sur la charte pastorale et la LOA	Nbre	0	0	0	190	192	190	
Indicateur 5 : Augmentation de la productivité numérique des bovins	Nbre de veaux sevrés/Nbre FAR*	/	0,39		0,40	0,43	0,42	

* FAR : Femme en Age de Reproduction.

Indicateur 1 : Nombre d'éleveurs ayant assimilés au moins un thème de sensibilisation sur les trois thèmes zootechniques de base

L'enquête réalisée auprès des éleveurs membres de 7 coopérative BIAB a révélé que 100% des enquêtés étaient capables de restituer au moins un des trois thèmes dispensés, à savoir la collecte et le stockage des résidus de récolte, la conduite du troupeau et le rationnement, six mois après la formation/sensibilisation. La même enquête fait ressortir que 2 228 éleveurs ont assimilés au moins un des thèmes de sensibilisation dispensés.

Cependant, l'enquête révèle que seulement 10% des éleveurs sensibilisés appliquent les innovations comme conseillées. Environ 40% appliquent partiellement les innovations en fonction de leurs moyens propres et de leur logique de production. Le manque de main d'œuvre et le chevauchement avec les autres activités des exploitations agricoles sont souvent des raisons invoquées de non réalisation ou réalisation partielle des innovations proposées.

Indicateur 2 : Nombre de BIAB opérationnelles

Lors de la campagne 2011/2012, le projet a déjà mis en place 7 fonds Aliment Bétail auprès de 7 BIAB fonctionnelles (Didiéni, Sebekoro, Badinko, Toubakoro, Sirakorola, Sébékoré 1 et Boron). La BIAB de Banamba dont les fonds étaient auparavant gérés par le gérant de la mini-laiterie a été redynamisée et transférée à la coopérative mise en place par les éleveurs livreurs de lait. Un fonds BIAB a été mis en place pour soutenir la nouvelle laiterie de Souban. Les fonds sont gérés par la coopérative des éleveurs livreurs de lait à ladite laiterie. Au total 9 fonds BIAB ont été mis en place en 2012.

Indicateur 3 : Nombre de tonnes d'aliments bétail vendus par campagne par les BIAB

Sur une prévision annuelle de 340 tonnes, 519 tonnes de divers aliments bétails ont été achetées et vendues aux éleveurs par les 7 BIAB qui ont effectivement fonctionné en 2012. L'indicateur a été largement atteint par les coopératives d'éleveurs gérantes des BIAB (152%). Ce dépassement a été possible grâce à l'opération test initiée en réponse à la flambée des prix fournisseurs survenue en 2012. L'appui a consisté à préfinancer un stock de sécurité lorsque les prix ont commencé à flamber, à regrouper les approvisionnements chez un industriel sélectionné et à faciliter le transport de l'usine aux magasins des BIAB en période de forte demande. L'opération a privilégié les BIAB situées dans la frange sahélienne de la zone d'intervention. Cette opération a fait économiser 6 840 000 F CFA aux éleveurs bénéficiaires. Si les éleveurs devaient acheter les mêmes quantités d'aliments au prix du marché, ces 6 840 000 F CFA partaient dans les caisses des commerçants. Enfin, la bonne activité des BIAB a permis de diminuer le coût de l'aliment bétail pour un grand nombre d'éleveurs mais aussi de limiter la hausse de l'aliment bétail dans les zones concernées, en incitant les commerçants à ne pas spéculer trop largement.

Indicateur 4 : Nombre de personnes sensibilisées sur la charte pastorale et la LOA

Suite aux leçons apprises en 2011, en raison des problèmes constatés au niveau des bénéficiaires locaux dus à leur faible capacité à initier et à porter un tel processus, le projet a changé de stratégie. L'information et la sensibilisation des agro-éleveurs et des élus en vue de les outiller et de leur donner la capacité d'initier et de porter un processus de protection et de gestion des parcours pastoraux ont été privilégiées. Cela a consisté à former 10 agents des ST déconcentrés qui ont par la suite informé et sensibilisé 124 agro-éleveurs dont 4 femmes et 68 élus sur la loi portant charte pastorale et les deux décrets d'application de la loi. Il est attendu que les acteurs ainsi outillés adressent des demandes d'accompagnement au projet sur un processus de protection et de gestion des parcours pastoraux qu'ils auront librement identifiés.

Indicateur 5 : Augmentation de la productivité numérique des bovins.

L'enquête réalisée en décembre 2012 dans les élevages d'éleveurs producteurs de lait ou membres des coopératives gérantes de BIAB et bénéficiant des services d'un CVPP a donné une productivité numérique de 0,43. Même si ce groupe de bénéficiaires ne représente pas l'ensemble du groupe cible du projet, cette tendance montre des résultats positifs dans les élevages utilisant les services de proximité mis en place et appliquant un minimum de paquets techniques vulgarisés.

Résultat 3 : L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé

L'objectif visé par ce résultat est l'augmentation des revenus tirés du lait par les petits et moyens producteurs de lait.

Trois indicateurs ont été retenus pour renseigner ce résultat :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0	A1		A2		A3	
Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	prévu	réalisé
Indicateur 1: Nombre de mini-laiteries opérationnelles	Nbre	3	4	3	5	3	5	
Indicateur 2: Volume de lait collecté par les laiteries	Litre	90.000	110.000	87.355	130.000	68846	150.000	
Indicateur 3: Nombre de ménages écoulant le lait aux mini-laiteries	Nbre	180	220	147	300	145	400	

Indicateur 1 : Nombre de mini laiteries opérationnelles

Sur les 5 laiteries prévues en 2012, 3 ont été soutenues. Soit un taux d'atteinte de 60%. Plusieurs faits expliquent ce faible score.

La réorientation stratégie du projet, qui consiste à concentrer les différentes activités dans les mêmes localités/zones, a limité le choix des sites d'implantation de points de vente du lait. Le principe étant d'avoir dans la même zone, un potentiel de production de lait, un marché porteur, une BIAB et un CVPP capables de rendre des services aux éleveurs pour mieux produire. Tous les sites pré identifiés en 2012 (Sébékoro, Didiéni, Boron et Sirakorola) n'ont pas satisfait les critères suite aux tests effectués auprès des bénéficiaires potentiels, promoteurs de petites unités de collecte, transformation et commercialisation du lait local.

Les difficultés rencontrées par l'équipe pour consolider les laiteries existantes n'ont pas encouragé à en implanter de nouvelles en 2012.

L'une d'entre elle (Banamba) pourtant déclarée profitable et bien gérée en 2011, a connu en 2012 un arrêt d'activité pendant 3 mois par manque de trésorerie pour payer les éleveurs livreurs de lait. Il a fallu l'intervention du projet pour payer les éleveurs et faire redémarrer la laiterie en apportant au gérant un fonds de roulement remboursable.

La laiterie de Badinko (GF) s'organise et fonctionne sans difficultés internes particulières. Cependant, les absences prolongées d'une partie des femmes pour des raisons sociales perturbent parfois l'organisation du travail au sein de la laiterie. Un début d'investissement en infrastructure a été consenti pour cette laiterie en 2012. Des mesures d'accompagnement spécifiques sont envisagées en 2013 pour optimiser l'impact de cette infrastructure sur les résultats d'exploitation de la laiterie. Par exemple, une gérante devra être recrutée pour appuyer les femmes qui semblent avoir atteint les limites de leurs capacités de gestion. Un amendement budgétaire sera introduit (Cf. Chapitre Perspectives opérationnelles et budgétaires) pour finaliser les annexes (mur de clôture et hangar de réunions) de la laiterie construite en 2012.

Celle de Souban suit une pente ascendante et laisse entrevoir des marges de développement pourvu que le suivi et l'appui conseil soient continus. En 2012, la laiterie a pu organiser ses fournisseurs de lait en coopérative qui a bénéficié de l'appui fonds BIAB. Une bonne partie de sa clientèle (ouvriers extracteurs du sable du lit du fleuve) a été perdue en cours d'année du fait de l'ouverture des mines d'orpaillage traditionnel dans le sud de la région de Koulikoro. Le promoteur a pu trouver une alternative en démarchant les boutiquiers de Koulikoro ville. Avec l'appui du projet, le gérant suit un module d'alphabétisation en langue Bamanan.

L'enjeu en 2013 sera de consolider et développer les 3 laiteries actuellement fonctionnelles mais néanmoins fragiles sans en identifier de nouvelles.

Indicateur 2 : Volume de lait collecté par les laiteries

La prévision de l'année 2012 était de 130.000 litres de lait. Seuls 68 846 litres ont été collectés par les laiteries, soit un taux de réalisation de 53%. Ce faible taux de collecte s'explique par divers facteurs :

- Le nombre de laiteries appuyées et fonctionnelles attendu était de 5 en fin 2012 alors qu'il est au nombre de 3 dans les faits. Par conséquent, la collecte s'en trouve réduite proportionnellement. Cela représente un objectif de 78 000 litres prévues pour 3 laiteries donc un taux de réalisation de 88% ce qui reste satisfaisant au final.
- L'arrêt de la collecte pendant 3 mois par la laiterie de Banamba a occasionné un déficit important. De nombreux producteurs ne sont plus revenus livrer leur lait à la laiterie après la reprise de l'activité.
- Le prix des aliments bétail des BIAB en 2012, malgré les bons résultats enregistrés à leur niveau, est resté très élevé par rapport à l'année 2011. Cette augmentation de prix des intrants a eu un impact sur les quantités distribuées aux animaux et donc sur la production de lait.
- Pour sauver le troupeau reproducteur du déficit fourrager enregistré sur le plan national, de nombreux éleveurs ont envoyé leurs animaux en transhumance dans le sud du pays voire au nord de la Côte d'Ivoire. Le nombre de vaches laitières présentes dans les zones des mini-laiteries était donc réduit.

En 2013, le renforcement de l'organisation des rencontres de concertation entre les mini laiteries, les éleveurs et les collecteurs se poursuivra.

Indicateur 3 : Nombre de ménages écouant le lait aux mini laiteries

Les constats sont similaires à l'indicateur précédent. Sur l'effectivité de 3 mini laiteries appuyées, le taux de réalisation est de 81% donc bon dans l'ensemble mais encore à améliorer dans ou souci de pérennisation.

Résultat 4 : Les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage

L'accès des femmes aux produits de l'élevage se fait à travers deux principales activités.

La première est la distribution de noyaux de caprins aux femmes vulnérables. Au 31 décembre 2012, 101 ménages tenus par des femmes vulnérables ont été dotés en caprins à raison de 3 têtes par bénéficiaire. Les 50 premiers ménages ont été dotés au cours de la première phase du projet.

La seconde activité concerne la mise en relation des groupements féminins avec les IMF ou les banques pour l'octroi de prêts destinés à l'activité d'élevage (embouche ou élevage naisseur). Le projet garantit à 40% les prêts octroyés aux groupements féminins. Dans ce cadre, des partenariats ont été établis avec les IMF Kondo Jigima de Kolokani, Jigiyaso Ba de Banamba et la BNDA. Le partenariat initié en 2012 avec la Banque Of Africa Mali n'a pas abouti. Les appuis ont été faits à 30 groupements pour la mise en place de prêts AGR en élevage dont 15 au cours de la première phase.

Parallèlement à ces appuis, d'autres activités de renforcement des capacités sont menées pour développer les compétences et l'autonomisation des femmes.

Suite aux modifications du cadre logique en 2011, trois indicateurs sont utilisés pour renseigner ce résultat :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0		A1		A2		A3
Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	prévu	réalisé
Indicateur 1: Nombre de groupements féminins mettant en œuvre annuellement une AGR élevage sur base de crédits mis en place	Nbre GF	15	25	16	30	30	30	
Indicateur 2: Nombre de ménages vulnérables possédant un noyau caprin	Nbre cumulé	50	75	76	100	97	100	
Indicateur 3 : Nombre de GF fonctionnels	Nbre GF	0	0	0	30	30	30	

Indicateur 1 : Nombre de groupements féminins mettant en œuvre annuellement une AGR élevage

Fin 2012, il était prévu que 30 GF disposent des crédits auprès des IMF. Les 15 nouveaux GF de la seconde phase ont tous obtenus et remboursés leurs prêts en 2012. Le taux d'atteinte de l'indicateur est donc de 100% mais les constats négatifs évoqués en 2011 sur les IMF et les banques sont toujours d'actualité. Plusieurs anciens et nouveaux GF n'arrivent pas à renouveler leurs prêts facilement alors que les remboursements, les cautions et les fonds de garantie sont bien effectués.

La BOA n'a pas su mettre en place des prêts adaptés aux besoins des GF. L'IMF Kondo Jigima tarde dans la mise en place des prêts à Kolokani et Banamba. Pour des problèmes de liquidité financière, les fonds de garantie des 5 anciens GF de Banamba sont bloqués à l'IMF Jigiyaso Ba malgré la demande de libération déposée par le projet. Le renouvellement des crédits ne se fait pas sans l'accompagnement du staff du projet. Si avec la BNDA cet objectif semble réalisable à terme, il reste difficile à atteindre pour les IMF de proximité. La faiblesse des IMF reste un problème entier à essayer de résoudre dans l'avenir.

Les AGR menées par les GF restent similaires à celles de l'année passée (embouche et élevage naisseur ovin). Une petite capitalisation interne de ces AGR sur le plan technico-économique et de leur rentabilité a été faite par l'appui du nouvel assistant programme de VSF-B au Mali. Il apparaît que la pérennité et le manque de fiabilité des IMF constituent le maillon faible du dispositif.

Indicateur 2 : Nombre de ménages vulnérables possédant un noyau de caprins

Sur les 50 ménages vulnérables à doter au cours de la deuxième phase, 51 ont été dotés dont 27 en 2011 et 24 en 2012. Un ménage supplémentaire a été doté pour compenser la migration hors de la zone d'intervention du projet d'une femme vulnérable dotée au cours de la phase 1.

Parmi les 101 ménages vulnérables dotés (50 au cours de la première et les 51 de la seconde phase), 4 ménages ont perdu la totalité de leurs noyaux de caprins par suite de vol et de mortalité (accident, maladie). Une femme vulnérable a migré hors de la zone d'intervention du projet avec ses noyaux de caprins. Depuis elle n'est plus suivie. Au total, ce sont donc 96 ménages vulnérables qui disposent à ce jour de leurs noyaux de petits ruminants reproducteurs. Un des quatre ménages ayant perdu son noyau de caprins a été doté en volailles (10 poules et un coq). Cette femme a reçu tout l'accompagnement nécessaire pour bien conduire cet élevage en lien avec le PAFEC. Les trois autres le seront au cours du premier trimestre de l'année 2013.

Des mortalités sont enregistrées ponctuellement mais dans l'ensemble les effectifs augmentent progressivement. Contrairement aux insuffisances relevées l'année précédente, le suivi par les CVPP a été plus régulier et effectif au cours de l'année 2012.

Sur les ménages vulnérables suivis en 2012, 67 poursuivent l'activité AGR savon. Par contre, 33 ont dépensé le fonds de roulement donc l'activité est arrêtée. Parmi les 67, 20 femmes s'approvisionnent et renouvellent de façon autonome leurs fonds AGR savon. Les 47 restantes ont toujours du mal à se passer des appuis des animateurs du projet pour s'approvisionner. Leur autonomisation reste un objectif à atteindre en 2013. En lieu et place de l'AGR savon, le choix du type d'AGR à mener est désormais laissé à chacune des vulnérables qui apprécie selon son environnement et ses capacités. De plus en plus, elles diversifient les activités.

Par ailleurs, le suivi des bénéficiaires vulnérables a montré que le taux de scolarisation continue de progresser depuis l'année passée dans ces ménages. De plus, les femmes vulnérables sont progressivement réinsérées dans le tissu social des villages. Pour la première fois, au même titre que les autres bénéficiaires, elles ont participé aux rencontres de concertations organisées et animées par les collectivités et les STD sur le développement de l'élevage dans les quatre localités de concentration des activités du projet.

Indicateur 3 : Nombre de groupements féminins fonctionnels

L'objectif fixé était d'avoir 30 GF capables de rembourser et renouveler les crédits avec les IMF et assurer ainsi la rotation annuelle de l'AGR élevage au profit de ses membres. En 2012, cet objectif a été atteint à 100% pour ce qui concerne le remboursement des crédits.

Parallèlement, les GF ont bénéficié de formations sur les aspects organisationnels (vie associative) et sur le montage des dossiers d'accès aux crédits auprès des IMF. L'accompagnement sera renforcé en 2013.

Résultat 5 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions.

Après les révisions apportées en 2011, 6 indicateurs permettent de suivre ce résultat :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0		A1		A2		A3
Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	Prévu	réalisé
Indicateur 1 : Nombre de documents de capitalisation produits sur les actions clefs du programme	Nombre	0	1	0	2	0	6	
Indicateur 2 : Stratégies financière et de gestion des connaissances disponibles à ICD		0	0	0	1	0	2	
Indicateur 3 : Nombre de nouvelles actions formulées par ICD	Nombre	0	0	3	1	5	2	

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0		A1		A2		A3
Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	Prévu	réalisé
Indicateur 4 : Nombre de cadre de concertation opérationnels animés par les collectivités territoriales au niveau cercle et commune	Nombre	0	2	0	4	4	4	
Indicateur 5 : ICD connaît un résultat annuel d'exploitation positif		non	oui	oui	oui	oui	oui	
Indicateur 6 : Nombre de remarques comptables mensuelles sur les notes de frais remises à VSF-B		>10	<10	<10	<4	>4	<2	

Indicateur 1 : Nombre de documents de capitalisation produits sur les actions clefs du programme

La concordance des crises (alimentaire, sécuritaire et institutionnelle), l'impératif d'accompagnement des structures intermédiaires n'ont pas permis à l'équipe projet d'entamer sa capitalisation comme prévue. L'unité de gestion du projet s'est donc concentré et focalisé sur l'opérationnel et a pris beaucoup de temps à gérer les contraintes conjoncturelles. Néanmoins au regard de l'expérience acquise par le projet, des leçons apprises et des méthodologies et outils mis en œuvre, il est indispensable de considérer la capitalisation comme un axe majeur de 2013. Un appui extérieur au projet est certainement à envisager.

Indicateur 2 : Stratégies financière et de gestion des connaissances disponibles à ICD

Le contexte sécuritaire défavorable en 2012 dans le pays n'a pas permis la réalisation des missions d'appuis extérieurs prévues à cet effet. Une formation sur la capitalisation en collaboration avec un autre partenaire d'ICD a même dû être délocalisée au Burkina Faso. De plus, ces objectifs réaménagés par ICD en cours d'intervention demandent des moyens financiers plus importants que prévu initialement dans le projet. Ils devront donc être réalisés en cofinancement avec d'autres projets du PLP.

Indicateur 3 : Nombre de nouvelles actions formulées par ICD

En 2012, 2 nouvelles actions ont été formulées par ICD avec l'appui de VSF-B.

La situation d'urgence et les déplacements de populations du nord vers le centre du Mali ont conduit ICD et VSF-B à formulé une action au profit des éleveurs déplacés. Cette action a été financée en août 2012 par la FAO. Elle a permis de soutenir 1 000 agro-éleveurs déplacés et leurs familles d'accueil dans 3 cercles de la région de Ségou. Le bailleur de fonds a été très satisfait de la conduite de l'intervention et la visibilité et place principale d'ICD pour de prochaines interventions se confirment.

Une autre action a été formulée dans le cadre d'un appel Crise Complexe émis par la DGD mi 2012. Cette action visait le cercle de Niéro du Sahel où VSF-B et ICD interviennent déjà dans le cadre du FBSA. L'objectif était de préserver le cheptel des ménages agro-éleveurs durant la crise pastorale 2012 tout en leur permettant ensuite de restaurer leurs moyens d'existence à travers des distributions de petits ruminants à grande échelle. Cette action n'a finalement pas été financée et les leçons apprises de ce processus devront permettre de mieux répondre à ce type d'appel à l'avenir. Par la suite, VSF-B et ICD se sont intégrés au processus CAP 2013 des Nations Unies au Mali afin d'anticiper au mieux les prochaines conjonctures, en particulier à Niéro du Sahel.

Indicateur 4 : Nombre de cadres de concertation opérationnels animés par les collectivités territoriales au niveau cercle et commune

Pour rapprocher le cadre de concertation des acteurs locaux chargés du développement local et ainsi mieux promouvoir la redevabilité et la transparence entre les différents acteurs sur base des engagements pris, le cadre de concertation qui se tenait au niveau régional a été délocalisé au niveau local et communal.

C'est ainsi qu'en 2012, 4 cadres de concertations ont été organisés par les élus locaux et l'administration. Les ST ont animé les concertations avec l'appui des cadres du projet. Ces rencontres ont été très appréciées par l'ensemble des acteurs. Elles ont permis d'échanger sur les engagements réciproques, les difficultés rencontrées et les solutions envisageables.

Indicateur 5 : ICD connaît un résultat annuel d'exploitation positif

Cf. Commentaire Résultat 4 de l'OS PAFEC ci-dessous.

Indicateur 6 : Nombre de remarques comptables mensuelles de VSF-B sur les notes de frais

Les remarques comptables sont en baisse mais légèrement supérieures à 4 par mois (4,4 en moyenne). Ces remarques concernent généralement des points relatifs aux annexes justificatives en sus des factures ou reçus. Il conviendra de poursuivre l'amélioration observée sur 2013 en mobilisant les comptables et RAF de la coordination régionale de VSF-B en appui et support à ICD. Les suivis externes au projet et audits confirment dans tous les cas la qualité des pièces comptables remises par le PLP.

6.4 Bilan des formations

Le projet a poursuivi sa démarche de formations techniques des bénéficiaires directs et intermédiaires initiée en 2011. Beaucoup de recyclages ont été réalisés sur un grand nombre de bénéficiaires. Le suivi de la maîtrise des thèmes montre que les messages passés. Le suivi de l'application des thèmes montre que d'autres contraintes propres à chaque exploitant limitent une application totale.

En 2013, le projet va mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités en gestion/management des CVPP, des mini laiteries et BIAB. Les GF bénéficieront également de formations organisationnelles.

Cf. OS3_A7_Bilan_Formations.

6.5 Thèmes transversaux

Les démarches initiées en 2011 se sont poursuivies en 2012 pour l'ensemble des thèmes transversaux.

En matière d'environnement, le projet a initié l'appui aux communautés pour la protection et la gestion adéquate des ressources pastorales. Dans le cadre de la sensibilisation des populations sur l'intérêt de mieux protéger et gérer les ressources de leurs terroirs, 124 agro-éleveurs répartis dans 10 communes rurales ont été sensibilisés sur les textes législatifs et réglementaires régissant la gestion des ressources pastorales. Les élus des 10 communes rurales ont également été sensibilisés/formés. Chacune des 10 communes rurales, les coopératives des éleveurs et les ST déconcentrés ont reçu le manuel contenant la loi portant charte pastorale et les deux décrets d'application de la loi.

Les appuis spécifiques en direction des femmes se sont poursuivis. En 2012, le projet a suscité et encouragé la participation des femmes aux concertations entre acteurs locaux. Ainsi pour la première fois, face aux décideurs et ST locaux, 75 femmes (vulnérables et membres de GF) ont eu l'opportunité de s'exprimer et de partager leurs désidératas et préoccupations concernant les activités d'élevage qu'elles mènent. Cette démarche sera poursuivie en 2013 avec un accent encore plus particulier sur le leadership des femmes.

6.6 Suivi des recommandations inachevées (internes et externes)

Le niveau de réalisation des recommandations passées est très bon. Sur un total de 18 recommandations initiales formulées lors de la mission d'évaluation en 2010, 9 avaient été exécutées en 2011. En 2012, sur les 9 recommandations restantes, 5 ont pu être exécutés. En raison de la spécificité des 4 recommandations non encore totalement exécutées, elles ne seront pas reprises en 2013. Concernant

celles formulées par le monitoring VSF-B début 2012, au nombre de 32 au total, seulement 7 n'ont pas été intégralement appliquées.

Cf. OS3_A8_Suivi_Recommand_Inachevées.

6.7 Effets induits

Les effets induits déjà indiqués en 2011 restent pertinents en 2012.

Parmi ceux-ci, celui sur l'impact de l'installation d'une mini laiterie sur le prix du lait aux producteurs s'est confirmée en 2012 à Badinko. L'attractivité et la concurrence créées par ce nouvel acteur au niveau local a fait passer le prix du lait de 200 à 300 FCFA/litre dans la zone ce qui complique d'autant l'approvisionnement en lait et/ou la rentabilité de la structure.

Par ailleurs, certaines actions en lien direct avec la vulnérabilité et la résilience des populations à travers les projets conduits par ICD et VSF-B comme le PRODELK et le PAFEC ont comme conséquence que ces 2 acteurs sont de plus en plus sollicités pour participer à des cadres de concertations thématiques sur l'élevage, la sécurité alimentaire et les urgences pastorales. A ce niveau, l'expertise technique et l'expérience opérationnelle de VSF-B et ICD à prendre en compte l'approche LRRD dans les interventions des PTF devrait être valorisée pour une meilleure cohérence et efficacité entre actions d'urgence, de relèvement et de développement.

7. DÉPENSES PAR RUBRIQUES

7.1 Exécution du budget

Le cumul des budgets proposés en 2011 et 2012 a été exécuté à environ 101,1%. Cette légère surconsommation globale est imputable en grande partie à la surconsommation de la rubrique « Investissements » découlant du coût élevé des investissements en infrastructures réalisés au profit des bénéficiaires.

Rubrique (selon le niveau de détail exigé par le bailleur)	Budget (Euros)	Dépenses (Euros)	Consommation* (%)
Investissements	206 209	246 606	119,6
Fonctionnement	251 594	225 628	90
Personnel	240 532	233 128	97
TOTAL	698 335	705 361	101,1
Résultat 1	154 607	183 538	119
Résultat 2	116 967	115 585	99
Résultat 3	129 550	135 949	105
Résultat 4	134 946	124 726	92
Résultat 5	162 265	145 563	90

* = (Dépenses réalisées / Budget prévu) × 100

7.2 Commentaires

7.2.1 Investissements

La rubrique investissement enregistre un taux cumulé de consommation de 119,6% soit juste en dessous de la limite par le bailleur. Cette forte augmentation de consommation est justifiée par deux faits majeurs.

Le premier est que dans le DTF, le budget proposé pour les investissements immobiliers a été sous-estimé. Dans la pratique, les coûts des infrastructures réalisées sont plus élevés. De plus, dans certains cas,

des compléments d'investissements ont dû être apportés (ex : branchement panneaux salaires dans une laiterie).

Le second est le coût élevé de la mise en œuvre des mesures correctrices des défaillances des IMF partenaires dans l'octroi des crédits aux GF et aux CVPP. La défaillance de deux IMF a engendré la mise en place de fonds supplémentaires de garantie pour initier de nouveaux partenariats.

L'atteinte du plafond autorisé par la DGD va justifier une demande d'amendement budgétaire pour mettre en œuvre les derniers investissements nécessaires en 2013 (Cf. Chapitres perspectives opérationnelles et budgétaires ci-dessous).

7.2.2 Fonctionnement

L'exécution du budget cumulé de fonctionnement est à 90% ce qui signifie qu'une partie de la sous consommation enregistrée en 2011 (72% fin 2011) a été utilisée. Cela s'explique par la hausse des activités sur le terrain qui consomme plus de frais courants.

7.2.3 Personnel

Le taux d'exécution enregistré sur cette rubrique budgétaire est de 97%. La sous consommation de fin 2011 (89%) a donc été en grande partie utilisée. Cela s'explique par des hausses légales de salaires et le renforcement de l'équipe opérationnelle au cours de l'année écoulée.

7.2.4 Résultats

Résultat 1 : Le dépassement de la prévision (119%) est imputable à deux facteurs essentiels : le dépassement du nombre de CVPP accompagnés (12 au lieu de 10) qui a nécessité des fonds supplémentaires et la sous-estimation du coût prévu de réalisation du complexe d'élevage dans le DTF.

Résultat 2 : La consommation budgétaire est normale (99%) et s'explique par la compensation interne entre certaines actions sur réalisées avec d'autres sous réalisées.

Résultat 3 : La surconsommation budgétaire (105%) est imputable à la construction des locaux et à la dotation de la mini laiterie de Badinko en source d'énergie renouvelable (panneau et réfrigérateur solaire). L'objectif est de réduire à terme les coûts de production et de conservation des produits laitiers.

Résultat 4 : La légère sous consommation budgétaire (92%) est imputable en partie à la non réalisation des étables fumières et au fonctionnement à minima des premiers mois de la phase avec moins de missions et d'appuis en direction des GF et des vulnérables.

Résultat 5 : La sous-consommation constatée (90%) est à mettre en lien avec la suspension des appuis financiers aux ST suite à l'instabilité institutionnelle au Mali. Le contexte n'était pas propice à l'exécution des missions de contrôle de la vente illicite des médicaments vétérinaires par les services vétérinaires. Le budget prévu en 2012 pour permettre aux ST vétérinaires de réaliser leurs missions régaliennes de contrôle et de vulgarisation n'a été exécuté qu'à 11%.

8. PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES

8.1 Relecture du cadre logique

Aucun changement n'est proposé sur le cadre logique par résultats pour l'année 2013. Celui de 2012 reste de référence.

Cf. OS3_A5_CL_Résultats_2013

8.2 Planification opérationnelle

Les enjeux majeurs de l'année 2013 tourneront autour de :

- La finalisation des investissements sur la mini laiterie de Badinko ;
- Le renforcement des capacités des bénéficiaires directs dans la perspective d'une plus grande autonomisation ;
- Un meilleur aux services de proximité en élevage mis en place ;
- Le renforcement des capacités des intermédiaires sur les plans de la gestion, du management, de l'entreprenariat ;
- La finalisation de certaines synergies initiées pour l'accompagnement des bénéficiaires.

Cf. OS3_A6_PO_2013

8.3 Budget annuel (+ report budgétaire)

Sur base de la proposition de planification opérationnelle 2013 et en tenant compte de la consommation budgétaire obtenue en fin d'année, il est convenu que le PRODELK pourra utiliser le montant total du budget prévu pour l'année 3 dans le DTF soit 246.527 euros. Par conséquent, la consommation budgétaire en fin de phase de cet objectif spécifique pourra dépasser le budget initial de 7.373 euros (dépassement obtenu en fin année 2) en provenance d'un autre objectif spécifique qui aura moins consommé (ex : APELDA au Niger) dans les limites autorisées par la DGD (moins de 10% de transfert entre OS sans accord préalable du bailleur).

En revanche, le PRODELK sollicite une demande d'amendement budgétaire pour le dépassement de la rubrique Investissement au-delà des 120% plafonnés par la DGD. Comme le rapport l'indique dans la partie bilan du Résultat 3 et les perspectives opérationnelles, la construction complète de la laiterie de Badinko n'est pas achevée. Le bâtiment central a été réalisé en 2012 mais il est important de pouvoir réaliser la suite comme le mur de clôture et un hangar aménagé qui servira de lieux de rencontres, de réunions et d'échanges entre les producteurs et la laiterie. Ce hangar pourra également servir de lieu de rassemblement pour les autres services de proximité en élevage installés dans la localité comme le CVPP et la BIAB. Cela permettra de créer une dynamique autour de la laiterie et favorisera la concentration des activités et donc l'impact sur les bénéficiaires.

Le supplément sollicité est de 13.720 euros. Il sera pris sur la rubrique Fonctionnement qui dispose du reliquat issu de l'approche à minima des premiers mois de la phase (début 2011). Donc, cet amendement budgétaire ne pénalisera pas les autres activités/appuis en direction du groupe cible, bien au contraire.

Le tableau suivant montre les écarts attendus en fin de phase après acceptation de l'amendement budgétaire en ce début d'année 3 :

Rubrique (selon le niveau de détail exigé par le bailleur)	Budget cumulé 2011-2013 DTF (Euros)	Dépenses cumulées 2011-2012 (Euros)	Budget proposé 2013 (Euros)	Consommation cumulée attendue 2011-2013 (Euros)	Consommation* (%)
Investissements	208 038	246 606	15 549	262 155	126
Fonctionnement	366 221	225 974	100 908	326 882	89
Personnel	370 603	233 128	130 070	363 198	99
TOTAL	944 862	705 708	246 527	952 235	100,8

Dès que l'amendement budgétaire sera accepté, les constructions pourront démarrer.

9. LEÇONS APPRISSES

Sujet	Constats / observations	Leçons à retenir, à capitaliser
Les appuis pour l'accès des femmes au crédit AGR	<p>L'accompagnateur et les femmes n'ont pas le pouvoir d'agir sur l'environnement des IMF.</p> <p>La pérennisation des activités prêts AGR ne dépend pas que des bénéficiaires et des accompagnateurs.</p> <p>Le facteur disponibilité des IMF et des produits adaptés aux besoins des femmes est apparu déterminant dans la poursuite des activités de mise en place des prêts AGR.</p> <p>L'éloignement des IMF limite l'accès au crédit et diminue les profits des femmes (coûts des déplacements).</p>	<p>Tenir compte de l'évolution de l'environnement des IMF et des réalités de chacune des localités dans la détermination des mécanismes de mise en place du crédit AGR pour les femmes.</p> <p>Envisager si nécessaire la mise en place directe des prêts par l'accompagnateur en appliquant les règles des IMF comme cela a été fait à petite échelle en 2012. Les intérêts devront être restitués aux GF pour accroître progressivement le nombre de bénéficiaires au sein du GF.</p>